

	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 5 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 5 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹	Modalité du projet Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

1.2 Résumé de l'Action

Du fait des pouvoirs spécifiques de la police et de sa proximité avec la population, son travail a une incidence directe sur la sécurité des personnes et des communautés au quotidien, ainsi que sur le caractère démocratique de l'État. En République du Congo, de nombreux cas de violation des droits humains, commis par les forces de police sous forme d'actes apparentés à de la torture, sont régulièrement rapportés (voir rapport annuel de l'Observatoire congolais des droits humains²). Les autorités du pays sont conscientes des conditions problématiques dans lesquelles les personnes, notamment les femmes, sont détenues avant la présentation à un juge, tant en termes d'infrastructure, que de respect des procédures et des droits humains. Afin d'apporter des changements pertinents et durables, il est donc nécessaire de contribuer au renforcement de l'État de droit et de la sécurité en améliorant la gouvernance et la redevabilité de la police congolaise, en lien étroit avec l'autorité judiciaire, afin d'assurer la protection des droits humains ainsi que la lutte contre l'impunité en République du Congo.

L'objectif global de l'action est de prévenir toute forme de torture, de traitement dégradant ou inhumain. Les trois objectifs spécifiques définis dans la présente action concourent à cette fin: i) l'action quotidienne des policiers est plus respectueuse des droits humains fondamentaux et de la dignité des personnes, en particulier envers les femmes ; ii) les conditions matérielles de travail de la police et les conditions d'accueil et de détention dans les commissariats sont améliorées ; and iii) l'exercice et le contrôle de l'activité judiciaire de la police sont améliorés. La réalisation de ces objectifs devrait mener au renforcement du contrôle démocratique et institutionnel de l'action de la police, au respect des victimes et des droits des personnes faisant l'objet d'une mesure de privation de liberté, à la formation des effectifs ainsi qu'à la réhabilitation/rénovation des bâtiments des commissariats sélectionnés et leur équipement.

¹ Art. 27 NDICI.

² <http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2019/05/OCDH-RAPPORT-A5-COMPLET-V10.pdf>